

INSTRUCTION

N° 00-034-M14 du 21 avril 2000

NOR : BUD R 00 00034 J

Texte publié au BOCP

DISPOSITIFS D'AIDE AUX COMMUNES ET AUX EPCI FORESTIERS
SUITE AUX INTEMPÉRIES DE LA FIN DE L'ANNÉE 1999

ANALYSE

Publication de la circulaire interministérielle n° NOR/INT/B/00/00053/C du 20 mars 2000

Date d'application : 20/03/2000

MOTS-CLÉS

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE COOPÉRATION INTERCOMMUNAL ; INTEMPÉRIES ;
TEMPÊTE ; FORÊT ; PRÊT BONIFIÉ

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

TPGR	TPG	DOM	RF	T								

DIFFUSION

GT 23

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

6^{ème} Sous-direction - Bureau 6C

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Circulaire interministérielle n° NOR/INT/B/00/00053/C du 20 mars 2000.....	4
ANNEXE N° 2 : Décret n° 2000-251 du 16 mars 2000 relatif aux prêts bonifiés accordés aux communes forestières et consécutifs aux intempéries des 25 et 29 décembre 1999.	14

La présente instruction a pour objet de porter à la connaissance des comptables la circulaire interministérielle n° NOR/INT/B/00/00053/C du 20 mars 2000 relative aux dispositifs d'aide aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) forestiers suite aux intempéries de la fin de l'année 1999. Cette circulaire figure en annexe n°1 de la présente instruction.

Le dispositif d'aide aux communes et EPCI forestiers repose notamment sur la possibilité qui leur est offerte de souscrire, dans certaines conditions, des prêts bonifiés. Le décret n° 2000-251 du 16 mars 2000, joint en annexe n°2 de la présente instruction, définit les conditions d'octroi de ces prêts.

Toute difficulté rencontrée dans l'application de ces dispositions devra être portée à la connaissance de la Direction Générale sous le timbre du bureau 6C.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique
LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 6^{ÈME} SOUS-DIRECTION

OLLIVIER GLOUX

ANNEXE N° 1 : Circulaire interministérielle n° NOR/INT/B/00/00053/C du 20 mars 2000.

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté Egalité Fraternité

Le ministre de l'intérieur,
Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie
Le ministre de l'agriculture et de la pêche

à

Mesdames et messieurs les préfets des départements
de métropole
Mesdames et messieurs les trésoriers payeurs généraux des
départements de métropole

N°NOR/INT/B/00/00053/C

Objet : La présente circulaire a pour objet de présenter les dispositifs d'aide aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale (E.P.C.I.) forestiers suite aux intempéries de la fin de l'année 1999 ainsi que de demander un recensement des besoins locaux.

Les intempéries de la fin d'année 1999 ont provoqué des dégâts considérables dans le patrimoine boisé des communes forestières ou des E.P.C.I. forestiers.

Les premières informations font apparaître que le degré de destruction du patrimoine forestier est très variable d'une commune ou d'un E.P.C.I. à l'autre. Certains, peu touchés, courent le risque d'une minoration immédiate de leurs revenus, compte tenu d'une baisse prévisible des cours du bois, sans que leur patrimoine soit gravement affecté. D'autres, en revanche, dont le patrimoine a été largement endommagé par la tempête, peuvent tirer des recettes exceptionnelles de la vente de chablis : l'apparition de difficultés financières graves pour ces communes ou E.P.C.I. peut donc en être très différée dans le temps.

Le plan du gouvernement vise à répondre aux différentes situations que vous serez amenés à constater dans votre département.

ANNEXE N° 1 (suite)

Afin d'en assurer la bonne exécution, vous créerez une commission départementale d'aide aux communes forestières et aux E.P.C.I. dont la présidence sera assurée par le préfet ou son représentant, la vice-présidence par le TPG ou son représentant et le secrétariat par les services de la préfecture. Sont membres de cette commission le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ou son représentant et, à titre d'expert, le représentant de l'office national des forêts ou son représentant. Il est conseillé d'associer à cette commission un représentant de l'association des communes forestières. Un arrêté préfectoral nommera les membres de cette commission.

Les fonctions de cette commission sont précisées dans les développements qui suivent : cependant, nous insistons tout particulièrement sur l'importance de son rôle de conseil des maires en ce qui concerne les problèmes de gestion à long terme auxquels nombre d'entre eux seront confrontés.

A. Calendrier et élaboration du dispositif d'aide au fonctionnement des communes et E.P.C.I. forestiers sinistrés

1. L'objectif du dispositif

Il s'agit d'éviter qu'un nombre important de communes et d'E.P.C.I. , confrontés à la disparition de recettes d'exploitation du fait des destructions occasionnées à leur patrimoine forestier, soient, pendant plusieurs années, dans l'incapacité de voter leur budget en équilibre, ce qui risquerait d'entraîner une saisine de la chambre régionale des comptes.

Au-delà d'une simple mesure d'ordre budgétaire, ce dispositif doit naturellement s'intégrer dans le cadre plus large du plan d'action national pour la forêt afin de permettre à la commune ou à l'E.P.C.I. de renouer le plus rapidement possible avec sa vocation forestière.

Les communes et les E.P.C.I. qui rencontreraient des difficultés pour équilibrer leur budget en 2000 pourront bénéficier de subventions avant la fin de l'exercice.

2. Le rôle de la commission départementale

S'agissant des communes et des E.P.C.I. sinistrés, la commission départementale est chargée d'une double mission :

- Évaluer dans un premier temps la situation financière de ces communes et E.P.C.I., confrontés à la disparition de recettes forestières à la suite des destructions occasionnées à leur patrimoine, afin d'aider à la mise en place d'un dispositif d'aide budgétaire en faveur des collectivités locales qui seraient, pendant plusieurs années, dans l'incapacité de voter leur budget en équilibre.
- Répondre aux demandes de conseils de ces communes et E.P.C.I. pour la gestion tant de leurs ressources exceptionnelles éventuelles tirées des ventes de chablis que de leur politique d'investissement, afin de les aider à maintenir ou à retrouver des recettes forestières.

ANNEXE N° 1 (suite)

3. Évaluation de la situation financière des communes et des E.P.C.I. sinistrés

Afin d'évaluer la nature du dispositif d'aide à mettre en place, vous procéderez à une estimation de la situation de chaque commune ou E.P.C.I. forestiers de votre département qui devra faire apparaître les données figurant dans le tableau ci-dessous :

Commune ou EPCI	Part (en %) des recettes forestières dans le budget communal ou intercommunal (1996-1998)	Recettes moyennes de bois annuelles (1996-1998)	Volume de chablis	Pourcentage de la surface communale forestière détruit	Nombre d'années de récoltes correspondant au chablis
-----------------	---	---	-------------------	--	--

A l'issue des votes des budgets primitifs 2000, vous procéderez par ailleurs à un premier recensement des besoins en termes budgétaires.

Vous voudrez bien communiquer ces informations sous le double timbre du ministère de l'intérieur – direction générale des collectivités locales (bureau des concours financiers) et du ministère de l'économie des finances et de l'industrie – direction du budget (bureau 5 B) avant la fin du mois d'avril.

Sur la base de ces différentes informations, une prochaine circulaire vous exposera le dispositif d'aide budgétaire aux communes et E.P.C.I. forestiers sinistrés.

4. Conseil aux communes et aux E.P.C.I. sur l'utilisation des recettes exceptionnelles

La plupart des communes et des E.P.C.I. sinistrés devraient bénéficier en 2000 et 2001 de recettes exceptionnelles d'exploitation liées à la vente de leurs chablis, en dépit d'une probable baisse des cours.

Il convient de souligner que ces ressources correspondent à une aliénation forcée du patrimoine forestier communal et qu'elles ne devraient en conséquence pas être affectées à l'engagement de dépenses nouvelles. La mission de conseil qui revient à la commission doit donc vous amener à inciter ces communes et ces E.P.C.I. à dimensionner leur budget en fonction de ce nouveau contexte et à placer leurs recettes exceptionnelles en valeurs du Trésor, selon les modalités précisées ci-dessous.

Vous ferez valoir en effet à vos interlocuteurs qu'une saine gestion de la situation actuelle nécessite le placement de ces ressources et leur affectation par tranche annuelle dans les budgets communaux ou intercommunaux.

B. Les placements budgétaires pour les communes et E.P.C.I. forestiers sinistrés

Compte tenu du caractère exceptionnel des ventes de chablis, ces recettes peuvent faire l'objet de placements budgétaires par dérogation à la règle du dépôt des fonds libres au Trésor.

Le dispositif de placement arrêté prévoit la possibilité de souscrire auprès du réseau des comptables du Trésor, des Bons à Taux Fixe émis par le Trésor, des Bons à Taux Annuel Normalisé ou des Obligations Assimilables du Trésor (cf. annexe 1.A : les valeurs du Trésor).

ANNEXE N° 1 (suite)

Les recettes issues de la vente de ces placements sont, en principe affectées à la section d'investissement. Toutefois, dans l'hypothèse où les collectivités concernées souhaiteraient abonder leur section de fonctionnement, il conviendrait de retenir le mécanisme budgétaire et comptable suivant :

Les placements s'effectuent à hauteur des recettes mises en réserve :

- l'année de constatation de la recette exceptionnelle liée aux ventes de chablis, la commune ou l'E.P.C.I. constitue une provision (dépense au compte 6815 « Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement » et recette au compte 158 « Autres provisions pour risques et charges »). La recette inscrite en section d'investissement permet d'effectuer un placement budgétaire à due concurrence (compte 272 « Titres immobilisés »).

- lors des exercices suivants, la provision est reprise en section de fonctionnement (dépenses au compte 158 « Autres provisions pour risques et charges » et recette au compte 7815 « Reprises sur provisions pour risques et charges de fonctionnement courant ») pour compenser la diminution des ressources forestières. Cette reprise sur provision est obligatoirement financée en section d'investissement par la vente à due concurrence des valeurs précédemment souscrites.

C – Les prêts bonifiés aux communes et aux E.P.C.I. forestiers non sinistrés destinés au financement du report de la réalisation des coupes déjà vendues en 1999 et du report des ventes de coupes de bois prévues en 2000 ou 2001

1- Conditions générales

- Afin d'assurer une bonne régulation des cours du bois, les communes forestières non sinistrées ainsi que les E.P.C.I. sont encouragés, d'une part à reporter la réalisation des coupes déjà vendues en 1999 et d'autre part à reporter les coupes prévues en 2000 ou 2001 notamment par leur document d'aménagement forestier.

Ces communes et E.P.C.I. bénéficieront des **prêts bonifiés à 1,5%** décidés par le Gouvernement dans le cadre du plan national en faveur de la forêt pour prendre en compte le manque à gagner induit par ces reports de coupes ou de ventes.

- La commune ou l'établissement public de coopération intercommunale qui souhaite bénéficier d'un prêt bonifié **s'adresse à la préfecture** et sollicite la délivrance par le préfet d'un **certificat d'éligibilité** à prêt bonifié pour chaque type de financement tel qu'il est défini ci-dessous.

- **Une enveloppe régionale** représentant le montant maximum de certificats d'éligibilité qui peuvent être délivrés est déterminée par le ministre de l'agriculture et de la pêche. Le préfet de région fixe pour chaque département un montant d'enveloppe qui ne peut être dépassé. Le préfet de département informe régulièrement le préfet de région du suivi de la consommation de l'enveloppe départementale. De plus, le préfet de région informe mensuellement le ministère de l'agriculture et de la pêche – direction des affaires financières - de la consommation de l'enveloppe régionale.

- L'instruction des demandes est assurée par les services du préfet. Dans cette perspective, l'Office national des forêts apporte son concours technique en s'assurant de la réalité du report des coupes et de son volume.

ANNEXE N° 1 (suite)

- Le préfet consulte la **commission départementale** qui émet un avis sur les demandes de certificats d'éligibilité. Elle se prononce notamment sur le type et sur le montant maximum du prêt bonifié par l'Etat susceptible d'être accordé à la collectivité.

Le préfet doit privilégier une gestion équitable de l'enveloppe départementale en s'appuyant sur une analyse de la situation financière des collectivités concernées, tout en prenant en compte le poids des recettes de ventes de bois dans leur budget.

- Après avis de la commission départementale, le préfet de département délivre un certificat d'éligibilité qui :

- Atteste de l'engagement du report au-delà du 31 décembre 2001 de la réalisation des coupes de bois déjà vendues en 1999 ou du report au-delà du 31 décembre 2001 des coupes de bois prévues en 2000 ou 2001 notamment dans le document d'aménagement forestier.
- Indique le type de prêt susceptible d'être accordé.
- Fixe le montant maximum de prêt bonifié par l'Etat auquel peut prétendre la collectivité. La détermination du montant du prêt ne saurait reposer sur la seule évaluation du manque à gagner supporté par les collectivités.

- Muni de ce certificat, la commune ou l'E.P.C.I. s'adressent à un établissement de crédit choisi parmi ceux habilités à distribuer des prêts bonifiés à la forêt (cf. annexe 1.B). Il sollicite un prêt par type d'opération (report de la réalisation des coupes déjà vendues en 1999 ou report des ventes de coupes de bois prévues en 2000 ou 2001). Le montant du prêt relatif à chaque type d'opération correspond au plus au total cumulé des montants des certificats délivrés au titre de chaque opération.

Dans l'hypothèse où le bénéficiaire du prêt ne respecterait pas ses engagements (réalisation avant le 31 décembre 2001 des coupes déjà vendues ou des ventes de coupes de bois dont le report avait été décidé), le préfet constate l'irrégularité, prononce et notifie à l'établissement de crédit et au bénéficiaire une décision de « déclassement de prêt bonifié » qui interrompt la bonification du prêt, et le cas échéant, en demande le remboursement conformément au cahier des charges applicable aux établissements de crédit habilités à distribuer des prêts bonifiés à la forêt.

Une circulaire spécifique du ministère de l'agriculture et de la pêche et du ministère de l'intérieur vous sera adressée prochainement, afin de préciser les modalités d'instruction et de mise en place de ces prêts bonifiés.

2- Caractéristiques financières des prêts

a- Les prêts bonifiés pour financer le besoin de trésorerie consécutif au report des coupes vendues en 1999

Peuvent bénéficier de ces prêts, les communes ou établissements publics de coopération intercommunale qui ont décidé de reporter la réalisation des coupes déjà vendues en 1999.

ANNEXE N° 1 (suite)

◆ Caractéristiques des prêts

Ces prêts seront délivrés par les établissements financiers qui auront passé une convention avec le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie et le ministère de l'agriculture et de la pêche. Ces prêts pourront être contractés jusqu'au 31 décembre 2001 au taux bonifié de 1,5 % pour une durée maximale de deux ans incluant le cas échéant, un différé d'amortissement d'une durée maximale de un an.

◆ Instruction des dossiers

Pour attester de la réalité du report des ventes de coupes de bois 1999, les collectivités concernées produisent une copie du contrat de vente pour 1999 et de tout document contractuel signé avec l'acheteur justifiant de la réalité du report.

Pour fixer le montant maximum de prêts bonifiés à accorder à chacune des collectivités, le préfet tiendra compte de leur situation financière.

◆ Le traitement budgétaire et comptable

Ces prêts d'une durée maximale de deux ans s'analysent comme des avances de trésorerie et n'apparaissent donc pas au budget de la commune ou de l'E.P.C.I..

b- Les prêts bonifiés destinés à financer la perte de recettes consécutives au report des coupes de bois non vendues en 2000 ou 2001

Les communes ou E.P.C.I. qui accepteront de reporter la vente des coupes 2000 ou 2001 prévues notamment dans leur document d'aménagement forestier, risquent de connaître un déséquilibre de leur budget lié à une insuffisance de recettes de fonctionnement. Ces communes et E.P.C.I. pourront également bénéficier des prêts bonifiés pour les aider à surmonter ces difficultés budgétaires.

◆ Caractéristiques des prêts

Ces prêts seront délivrés par les établissements financiers qui auront passé une convention avec le ministre chargé de l'économie, des finances et de l'industrie et le ministre de l'agriculture et de la pêche. Ces prêts pourront être contractés jusqu'au 31 décembre 2001 au taux bonifié de 1,5%. Leur durée maximale est de cinq ans, avec un éventuel différé d'amortissement d'une durée maximale de deux ans.

◆ Instruction des dossiers

Pour attester de la réalité de son engagement de reporter ses coupes 2000 ou 2001, la commune ou l'E.P.C.I. fournissent une copie de la délibération prévoyant ce report.

Pour l'attribution des certificats, vous veillerez à concentrer l'aide sur les communes et les E.P.C.I. qui ne pourront pas tirer de ressources des bois chablis. Le volume de chablis (moins de 3 années de récolte) ainsi que le pourcentage des recettes de bois dans le budget communal ou intercommunal (plus de 10% des recettes de fonctionnement) peuvent constituer des indicateurs pertinents.

◆ Le traitement budgétaire et comptable

Le report des coupes de bois prévues en 2000 ou 2001 peut générer un déséquilibre de la section de fonctionnement du budget. Cet excédent de dépenses sur les recettes pourra faire l'objet d'un étalement à hauteur du montant du prêt, par l'inscription d'une recette d'ordre du même montant au compte 79 «Transfert de charges » et d'une dépense d'ordre au compte 481 «charges à répartir sur

plusieurs exercices ». La charge étalée peut ainsi être financée par emprunt. Le compte 481 est amorti sur une durée égale et dans les mêmes conditions que l'amortissement de l'emprunt.

*

* *

Les services du ministère de l'intérieur (sous-direction des finances locales de la DGCL), du ministère de l'agriculture et de la pêche (direction des affaires financières – sous-direction du financement de l'agriculture) et du ministère de l'économie des finances et de l'industrie (direction du Trésor bureaux B2 et B3 ; direction générale de la comptabilité publique – bureau 6C et direction du budget – bureau 5b) se tiennent à votre disposition pour vous fournir les informations complémentaires qui vous seraient nécessaires.

ANNEXE N° 1 (suite)

<p style="text-align: center;">ANNEXE 1.A</p> <p style="text-align: center;">LES VALEURS DU TRESOR</p>
--

Les comptes du Trésor sont à la disposition des ordonnateurs pour leur proposer les modalités de souscription et les informer (taux ...) sur les produits succinctement décrits ci-dessous :

1. Les B.T.F.

Les bons du Trésor à taux fixe et à intérêts précomptés (B.T.F.) sont des titres assimilables du Trésor de maturité initiale inférieure ou égale à un an. Leur coupure nominale est de 1 euro. Ils sont émis tous les lundis, par voie d'adjudication, dans le cadre d'un calendrier trimestriel publié à l'avance et précisant les échéances des bons qui seront mis en adjudication. Un B.T.F. de 13 semaines est émis chaque semaine. S'y ajoute, selon les cas, une émission de B.T.F. semestriels ou annuels. Certains B.T.F. peuvent être émis hors calendrier pour des durées de 4 à 7 semaines en fonction des besoins de trésorerie.

Ces bons peuvent être souscrits à partir de 1 000 euros, soit 6 559 francs.

2. Les B.T.A.N.

Les B.T.A.N. (bons du Trésor à taux fixe et intérêts annuels) sont des valeurs assimilables du Trésor émises, pour des durées de 2 à 5 ans, par voie d'adjudication le troisième jeudi de chaque mois, dans le cadre d'un calendrier semestriel publié à l'avance.

Le Trésor émet une nouvelle ligne de B.T.A.N. 2 ans et de B.T.A.N. 5 ans par semestre, sur lesquelles sont ensuite assimilées les émissions mensuelles. Dans certains cas, les émissions à 2 ans peuvent également venir abonder les lignes préexistantes.

Le seuil actuel de souscription des BTAN est fixé à un million de francs (152 450 euros).

3. Les O.A.T.

Les O.A.T. (obligations assimilables du Trésor) constituent la forme privilégiée de l'endettement à long terme de l'Etat. Ce sont des titres assimilables, émis pour des durées de 7 à 30 ans, habituellement par voie d'adjudication le premier jeudi du mois. Ces obligations d'un montant nominal d'un euro se souscrivent sur le marché primaire, par l'intermédiaire des comptes du Trésor, par unité de 200 euros.

Par ailleurs, elles peuvent également être acquises sur le marché secondaire, aux conditions du marché. Dans ce cas, l'achat qui s'effectue par unité d'un euro, est assorti de frais de bourse.

ANNEXE N° 1 (suite)

ANNEXE 1.B**ETABLISSEMENTS DE CREDIT HABILITES A DISTRIBUER DES PRETS BONIFIES AUX COMMUNES FORESTIERES NON SINISTREES CONFORMEMENT AU CAHIER DES CHARGES**

Les établissements de crédit retenus lors du concours d'habilitation à la distribution des prêts bonifiés suite aux tempêtes de décembre 1999 sont les suivants :

- Caisses de Crédit Mutuel, Caisses de Crédit Mutuel Agricole et Rural et banques du Groupe CIC
- Crédit Agricole
- Crédit Lyonnais
- Dexia - Crédit Local de France
- Groupe bancaire Société Générale
- Groupe Banque Nationale de Paris et Banque de Bretagne
- Groupe des Banques Populaires
- Groupe des Caisses d'Epargne – Caisses d'Epargne et Crédit Foncier

ANNEXE N° 1 (suite et fin)

Le ministre de l'intérieur

Jean-Pierre CHEVENEMENT

Le ministre de l'économie, des finances
et de l'industrie,

Christian SAUTTER

Le ministre de l'agriculture et de la pêche

Jean GLAVANY

La secrétaire d'Etat au budget

Florence PARLY

ANNEXE N° 2 : Décret n° 2000-251 du 16 mars 2000 relatif aux prêts bonifiés accordés aux communes forestières et consécutifs aux intempéries des 25 et 29 décembre 1999.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

NOR : INTB0000069D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre de l'agriculture et de la pêche, Décrète :

Art. 1er. - Des prêts bonifiés peuvent être consentis jusqu'au 31 décembre 2001 par les établissements de crédit qui ont passé à cet effet une convention avec le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et le ministre de l'agriculture et de la pêche aux bénéficiaires visés à l'article 2 ci-après pour financer :

- le report, au-delà du 31 décembre 2001, de la réalisation des coupes de bois déjà vendues en 1999 ;
- le report, au-delà du 31 décembre 2001, des ventes de coupes de bois prévues en 2000 et 2001, notamment par le document d'aménagement forestier.

Art. 2. - Peuvent bénéficier de ces prêts les communes et les établissements publics de coopération intercommunale propriétaires de forêts.

Art. 3. - La mise en place de ces prêts est subordonnée à la délivrance par le préfet du département dans lequel sont situées les parcelles concernées d'un certificat attestant de l'engagement du demandeur soit de reporter au-delà du 31 décembre 2001 la réalisation des coupes de bois déjà vendues en 1999, soit de reporter au-delà du 31 décembre 2001 les ventes de coupes de bois prévues en 2000 ou 2001 notamment par le document d'aménagement forestier. Ce certificat fixe également le montant maximum de prêt susceptible de faire l'objet d'une bonification de l'Etat.

Ce certificat est établi après avis d'une commission départementale présidée par le préfet du département ou son représentant associant le trésorier-payeur général ou son représentant, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ou son représentant et, à titre d'expert, le directeur régional de l'Office national des forêts ou son représentant. Un arrêté du préfet de département désigne les membres de la commission départementale.

Section 1

Financement du report au-delà du 31 décembre 2001 de la réalisation des coupes de bois déjà vendues en 1999

Art. 4. - A l'appui de leur demande, les bénéficiaires visés à l'article 2 fournissent le contrat de vente pour 1999 ainsi que tout document contractuel signé avec l'acheteur justifiant du report des ventes.

Art. 5. - Ces prêts sont consentis au taux de 1,5 % pour une durée maximale de deux ans, incluant le cas échéant un différé d'amortissement de un an.

Ils sont destinés au financement du besoin de trésorerie.

ANNEXE N° 2 (suite et fin)

Section 2**Financement du report au-delà du 31 décembre 2001
des ventes de bois prévues en 2000 ou en 2001**

Art. 6. - A l'appui de leur demande, les bénéficiaires visés à l'article 2 fournissent une délibération par laquelle ils s'engagent à reporter les coupes de bois.

Art. 7. - Ces prêts sont consentis au taux de 1,5 %. La durée maximale est de cinq ans incluant, le cas échéant, un différé d'amortissement d'une durée maximale de deux ans.

Art. 8. - Le ministre de l'intérieur, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'agriculture et de la pêche et la secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 16 mars 2000.

Lionel Jospin

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'intérieur,
Jean-Pierre Chevènement

Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,
Christian Sautter

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,
Jean Glavany

La secrétaire d'Etat au budget,
Florence Parly

Nom du document: INS00034.DOC
Dossier: O:\INSTRUCT\ESSCAN00\BOCP0400
Modèle: C:\Program Files\Microsoft Office 97\Modèles\INS.DOT
Titre: Nom du rédacteur :
Sujet:
Auteur: MINISTERE DE L'ECONOMIE
Mots clés:
Commentaires: Instruction n° 00-034-M14 du 21 avril 2000
Date de création: 22/03/00 10:46
N° de révision: 35
Dernier enregistr. le: 21/04/00 14:29
Dernier enregistrement par: cdoc
Temps total d'édition: 377 Minutes
Dernière impression sur: 25/04/00 09:38
Tel qu'à la dernière impression
Nombre de pages: 15
Nombre de mots: 3 769 (approx.)
Nombre de caractères: 21 484 (approx.)